



Développement du commerce par la qualité

Le Programme Qualité
Afrique de l'Ouest





“LA QUALITE, maître mot du Programme”



- 1** La qualité a été le maître mot du Programme. Une POLITIQUE QUALITE a été formulée, jetant les bases d'un environnement propice à la qualité et établissant le cadre d'opération du PQAO.
- 2** La PROMOTION DE LA QUALITE a, quant à elle, permis d'établir une culture qualité et de favoriser la demande au sein des entreprises de la région (privées et publiques) pour les services offerts par les organismes de l'infrastructure qualité.
- 3** Enfin, l'INFRASTRUCTURE QUALITE, reposant sur les piliers de la normalisation, la métrologie et l'accréditation, essentiels à l'évaluation de la conformité des produits et services fournis par les entreprises d'Afrique de l'Ouest. Cela a permis de soutenir 120 entreprises exportatrices dans leur démarche de mise en conformité de leurs produits et services aux normes internationales, particulièrement dans le domaine agroalimentaire.

POLITIQUE QUALITE + PROMOTION DE LA QUALITE + INFRASTRUCTURE QUALITE



INTRODUCTION

Suite à une première phase fructueuse exécutée entre 2001 et 2005, le Programme Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PQAO) est entré dans sa deuxième phase en 2007.

Objectif général

L'objectif général du Programme a été le renforcement du commerce et de l'intégration économique de la région en créant un environnement favorable à la mise en conformité aux règles du commerce international et aux réglementations techniques. Les accords de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) sur les obstacles techniques au commerce (Accords OTC) et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) ont revêtu, dans ce cadre, une importance particulière.

Intégration à l'économie mondiale

Un objectif supplémentaire : améliorer la compétitivité des entreprises de la région afin de les intégrer à l'économie mondiale.

Le PQAO, d'une durée initiale de cinq ans, s'est étendu, après une première phase incluant les huit Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA), aux sept Etat membres restant de la CEDEAO ainsi qu'à la Mauritanie. L'Union européenne (UE) a financé cette deuxième phase à raison de 16,9 millions d'EUR, en confiant son exécution technique à l'ONUDI. 2012 a été une phase de transition qui a permis d'établir le lien avec la prochaine phase qui devrait débiter en 2013.

16

Bénin
+
Burkina Faso
+
Cap Vert
+
Côte d'Ivoire
+
Gambie
+
Ghana
+
Guinée
+
Guinée Bissau
+
Libéria
+
Mali
+
Mauritanie
+
Niger
+
Nigéria
+
Sénégal
+
Sierra Leone
+
Togo

20
té soutenues dans
mise en conformité
s et services aux
ernationales.
dans le domaine
on de produits
itaires.



Résultats

Niveau régional :

CEDEAO

Politique régionale
de la Qualité
adoptée

16

rapports sur la mise en
place d'une infrastructure
régionale de la Qualité
adoptée par les 16
pays participants +
Commissions CEDEAO et
UEMOA

Niveau national :

7

politiques nationales
de la Qualité ou cadres
juridiques adoptés dans 7
pays

1

règlementation en matière
de sécurité des denrées
alimentaires et qualité
adoptée

1

institut national
de la qualité établi

Politique Qualité

L'approche systémique et holistique du PQAQ vis-à-vis de la politique qualité trouve son origine dans la Politique industrielle commune de l'UEMOA adoptée en 1999 et ayant pour objectif l'amélioration de la compétitivité, l'harmonisation des normes et le renforcement du commerce intrarégional. Celle-ci recommande notamment le développement de l'infrastructure qualité en Afrique de l'Ouest afin de rendre les exportations conformes aux accords OTC et SPS de l'OMC. Durant la deuxième phase du Programme, cette approche fut par ailleurs renforcée par la volonté de la CEDEAO d'adopter sa propre politique régionale qualité tout en veillant à encourager les pays à adopter leur politique nationale et éviter toute duplication.

RÉSULTATS -niveau régional

- Adoption de la Politique régionale de la qualité de la CEDEAO (dirigée par la CEDEAO avec le soutien technique du PQAQ)
- Renforcement des capacités techniques des organismes régionaux de l'UEMOA de normalisation, certification, métrologie et accréditation
- Rapport sur la mise en place d'une infrastructure de la qualité régionale adoptée par les 16 pays participants ainsi que par les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA

RÉSULTATS -niveau national

- Politique nationale de la qualité ou cadre juridique adopté dans 7 pays (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Mali, Niger, Sierra Leone, Togo)
- Règlementation en matière de sécurité des denrées alimentaires et qualité adoptée en Gambie
- Institut national de la qualité établi au Cap Vert



Promotion de la qualité

La promotion de la qualité et sa mise en pratique jouent un rôle essentiel dans le développement du lien entre les secteurs public et privé. Elles sont partie intégrante de la politique de la qualité. La promotion est nécessaire à la prise de conscience et à l'instigation d'une culture de la qualité. Elle stimule également la demande pour les services offerts par les organismes de l'infrastructure qualité. La couverture médiatique des activités dans tous les pays participants ainsi que le site internet du Programme ont favorisé cette prise de conscience.

RÉSULTATS -niveau régional

- Remise du Prix Qualité de l'UEMOA à 18 entreprises dans trois catégories en 2010 et 2012
- Diagnostics et plans de développement pour 6 centres techniques agro-alimentaires

RÉSULTATS -niveau national

- Remise de Prix Qualité nationaux sur base annuelle ou bisannuelle dans tous les pays de l'UEMOA
- Célébration de la Journée mondiale de la Métrologie dans tous les pays
- Célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs dans les sept pays de la CEDEAO (non UEMOA) et en Mauritanie
- Renforcement des capacités du personnel des associations de consommateurs

RÉSULTATS -niveau des entreprises

- Renforcement des capacités de quelques 3 800 membres du personnel d'environ 120 entreprises en qualité et systèmes de management de la qualité pour les produits alimentaires
- Certification de 14 consultants dont 5 formés en tant qu'auditeurs tierce partie ISO 9001, 8 en tant qu'auditeurs tierce partie ISO 22000 et 1 expert HACCP
- Formation d'environ 140 auditeurs qualité internes dont 110 en ISO 9001 et 30 en ISO 22000
- Certification de 18 entreprises aux normes ISO 9001, 22000 et privées

3 800
formation de membres
du personnel de 120
entreprises

14
consultants
certifiés

140
auditeurs qualité
internes



**Niveau des
entreprises**

Résultats

Niveau régional :

UEMOA

Prix Qualité

remis à 18 entreprises
dans 3 catégories en
2010 et 2012

6

diagnostics et plans de
développement pour
6 centres techniques
agro-alimentaires

Niveau national :

PRIX QUALITÉ

sur base annuelle ou
bisannuelle

JOURNÉE DE LA MÉTROLOGIE

célébrée dans tous les
pays

JOURNÉE DES CONSOmmATEURS

célébrée dans 7 pays

ASSOCIATIONS DES CONSOmmATEURS

renforcement des
capacités

Résultats

Niveau régional :

NORMCERQ

mis en place

42

normes régionales
adoptées

2

responsables des
normes de l'UEMOA et
CEDEAO formés

ECOSHAM

Schéma
d'harmonisation des
normes de la CEDEAO
validé et adopté

Niveau national :

14

pays membres de l'ISO

16

organismes nationaux
de normalisation
renforcés

29

Journées de la
Normalisation
organisées

Infrastructure qualité

Normalisation

La conformité aux normes internationales ouvre la porte des marchés mondiaux aux exportateurs alors que la conformité aux normes nationales est la première étape pour les entreprises vers la reconnaissance et le soutien des consommateurs. Au début du Programme, peu de pays de la région disposaient d'une structure formelle permettant la mise en place d'un système de normes. Peu d'entreprises locales avaient mis en place des normes de production ou de gestion et seules quelques-unes d'entre elles étaient certifiées à la norme de management de la qualité ISO 9001. Aucune harmonisation régionale des normes n'était en place et les organismes de normalisation existant dans 6 pays étaient incapables d'assurer la fourniture de normes internationales à leurs industries locales.

RÉSULTATS -niveau régional

- Mise en place de NORMCERQ, organisme régional de l'UEMOA pour la normalisation, la certification et la promotion de la qualité
- Adoption de 42 normes régionales en matière de génie civil, alimentation, cuirs et peaux, produits animaliers, textile, banque et produits financiers, management de la qualité
- Formation des 2 responsables régionaux de la normalisation de l'UEMOA et la CEDEAO
- Validation et adoption de l'ECOSHAM, le schéma d'harmonisation de normes de la CEDEAO

RÉSULTATS -niveau national

- 14 pays désormais membres de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) dont 5 membres à part entière (organismes nationaux de normalisation de la Côte d'Ivoire, du Ghana, Mali, Nigéria et Sénégal) et 9 membres correspondants (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Libéria, Mauritanie, Niger, Sierra Leone et Togo)
- Fourniture d'équipement pour 16 organismes nationaux de normalisation et formation du personnel
- Organisation de 29 Journées de la Normalisation

Métrologie

La métrologie, science des poids et mesures, est essentielle à la protection des consommateurs afin de garantir la conformité des produits vendus aux normes nationales ou internationales. Une des priorités du Programme durant les deux phases a donc été d'établir ou moderniser les organismes de métrologie dans les 16 pays. Vu la demande quasi inexistante, mais pourtant essentielle, pour de tels services spécialisés, le PQAO a, par exemple, fait appel au laboratoire d'étalonnage de l'Organisme ghanéen de normalisation (Ghana Standards Authority) pour étalonner les équipements au sein des pays membres de l'UEMOA afin d'éviter des frais de transport élevés des équipements vers l'Europe. Certains pays, tels que le Bénin, le Cap Vert et le Sénégal, ont toutefois chacun un laboratoire d'étalonnage accrédité offrant de tels services à travers la région.

RÉSULTATS -niveau régional

- Elaboration de la réglementation de l'UEMOA sur la métrologie (texte en voie d'adoption)
- Mise en place du SOAMET, organisme régional de métrologie de l'UEMOA, et affiliation à l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML)
- Formation de 30 experts régionaux et nationaux en métrologie par l'Ecole de métrologie AFRIMETS

RÉSULTATS -niveau national

- Formation de plus de 320 techniciens en métrologie
- Renforcement dans 15 pays des capacités et connaissances techniques des Instituts Nationaux de Métrologie (INM) grâce à l'achat d'équipement d'étalonnage de masse, température, volume et pression
- Elaboration d'une réglementation en matière de métrologie légale en Gambie (adoption en cours)
- Ré-accréditation de deux laboratoires de métrologie (masse) au Bénin et Sénégal
- Elaboration et adoption par le Togo d'une loi sur la métrologie légale

Résultats

Niveau régional :

UEMOA
Réglementation
sur la
métrologie
élaborée

SOAMET
mis en place et
membre OIML

30
experts nationaux
et régionaux formés
(Ecole de Métrologie
AFRIMETS)

Niveau national :

320
techniciens formés en
métrologie

INM
achat d'équipement
d'étalonnage =>
renforcement
des capacités et
connaissances
techniques

1
réglementation en
métrologie élaborée en
Gambie

2
laboratoires
ré-accrédités

1
loi en métrologie légale
élaborée et adoptée au
Togo



Résultats

Niveau régional :

SOAC

mis en place.
Signature d'accords
de coopération avec le
COFRAC et le TUNAC

Comités

agro-alimentaire et
biomédical établis
pour soutenir le SOAC.
Voyages d'étude auprès
du TUNAC et
du COFRAC

8/19

évaluateurs qualité
et techniques
accompagnés en tant
qu'évaluateur junior ou
observateur

34

experts techniques
formés

14

évaluateurs qualité
formés

Niveau national :

400

membres de
laboratoires formés

55

évaluateurs techniques
formés

Accréditation

Il s'agit d'un domaine hautement spécialisé dans le cadre duquel une autorité atteste formellement de la compétence d'une organisation ou d'un individu pour offrir des services d'évaluation de la conformité dans les domaines des analyses et essais, de l'inspection ou de la certification. Il est particulièrement important de mettre en place des services d'accréditation au niveau régional puisque la demande au niveau national et dans les petits pays peu industrialisés est limitée. C'est pourquoi le PQAO a jeté les bases d'un système d'accréditation régional en établissant un groupe d'experts, en les formant et en leur offrant la possibilité de participer à des missions d'accréditation de laboratoire effectuées par d'autres organismes au niveau international.

RÉSULTATS -niveau régional

- Mise en place du système régional d'accréditation de l'UEMOA, le SOAC
- Accords de coopération entre le SOAC et les organismes d'accréditation français et tunisien, le COFRAC et le TUNAC
- Mise en place d'un comité agroalimentaire et biomédical pour supporter le SOAC et lui permettre de répondre aux besoins d'accréditation des pays de la région
- Organisation de voyages d'étude pour les membres des deux comités auprès du COFRAC et du TUNAC
- Accompagnement de 8 évaluateurs qualité et 19 évaluateurs techniques en tant qu'évaluateur junior ou observateur par les équipes d'évaluation du TUNAC et du COFRAC lors de 30 évaluations à blanc et 21 évaluations d'accréditation

RÉSULTATS -niveau national

- Formation de 400 membres de laboratoires à la norme ISO/IEC 17025
- Formation de 55 évaluateurs techniques (industrie alimentaire, biologie médicale, essais de matériaux de construction) aux normes ISO/CEI 19011, ISO 15189 et ISO/CEI 17025
- Formation de 34 experts techniques de laboratoires accrédités de la région afin d'accroître l'offre d'experts en accréditation
- Formation de 14 évaluateurs qualité aux normes ISO/CEI 19011, ISO 15189 et ISO/CEI 17025



Evaluation de la conformité

La durabilité du commerce de biens et services dépend largement de la confirmation que ces produits répondent aux exigences imposées par les normes, réglementations, spécifications, etc. Les essais, l'inspection, la certification et les déclarations de conformité des fournisseurs constituent donc les étapes intégrantes de l'évaluation de la conformité et ont pour but de rassurer les consommateurs sur les marchés mondial, régional et national. Dans ce contexte, le PQAQO a donc renforcé les qualifications du personnel des laboratoires à travers la région, formé des inspecteurs, modernisé les équipements d'essai et accompagné les laboratoires tout au long du processus d'accréditation.

RÉSULTATS -Analyses et essais

- Renforcement des capacités de plus de 500 techniciens en provenance d'une centaine de laboratoires dans le domaine des systèmes de management de la qualité
- Modernisation des équipements d'analyses et essais de 48 laboratoires dans 16 pays
- Evaluation à blanc de 36 laboratoires et évaluation initiale d'accréditation de 21 laboratoires par le COFRAC, TUNAC et l'American Association for Laboratory Accreditation (A2LA)
- Accréditation de 21 laboratoires à travers la région selon les normes ISO/CEI 17025 (18) et ISO 15189 (3)
- Elaboration d'un plan financier pour un organisme de comparaisons inter-laboratoires
- Campagne de comparaisons inter-laboratoires sur le contrôle qualité de médicaments (Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal), les essais de matériaux (Bénin) et la chimie alimentaire (dans les 8 pays de l'UEMOA)

Résultats

Analyses et essais :

+500

techniciens de laboratoires formés

48

laboratoires modernisés dans 16 pays

36

laboratoires évalués à blanc

21

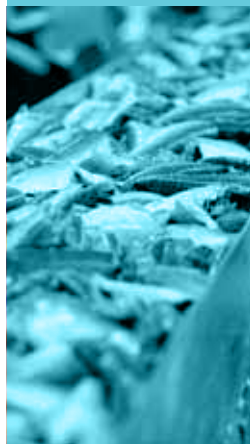
laboratoires évalués pour l'accréditation

21

laboratoires accrédités

1

organisme de comparaisons inter-laboratoires



Résultats

Inspection :

300

professionnels informés
sur la norme
ISO/CEI 17020

75

inspecteurs formés au
programme BTSF

40

inspecteurs
phytosanitaires formés
à la réglementation
nationale en matière
d'hygiène (fruits et
légumes destinés à
l'exportation)

10

organismes
d'inspection soutenus
dans la mise au point
d'un système de
documentation

1

service d'inspection
phytosanitaire
pré-évalué

Certification :

**MARQUE
UEMOA**

développée et
enregistrée

3

organismes nationaux
de certification audités

Evaluation de la conformité

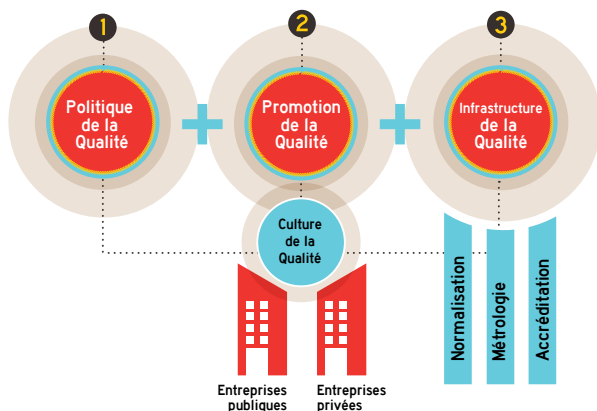
RÉSULTATS -Inspection

- Renforcement des capacités de 16 inspecteurs et formation à la norme ISO/CEI 17020 au niveau régional
- Information sur la norme ISO/CEI 17020 auprès d'environ 300 professionnels des 8 pays de l'UEMOA
- Formation de 40 inspecteurs phytosanitaires du Burkina Faso et du Mali à la réglementation nationale sur les pratiques d'hygiène dans le secteur des fruits et légumes destinés à l'exportation
- Formation de 75 inspecteurs à la réglementation sur l'hygiène élaborée par le programme européen de Meilleure Formation pour des Aliments plus sains (BTSF – Better Training for Safer Food)
- Soutien apporté à 10 organismes d'inspection pour la mise au point d'un système de documentation conforme aux exigences de la norme ISO/CEI 17020
- Pré-évaluation d'un service d'inspection phytosanitaire sénégalais par rapport à la norme ISO/CEI 17020

RÉSULTATS -Certification de produits

- Développement et enregistrement d'une marque UEMOA de conformité
- Formation à la certification de produits du personnel de 8 organismes nationaux de normalisation
- Audits qualité de 3 organismes nationaux de certification de produits (ABENOR au Bénin, CODINORM en Côte d'Ivoire, ASN au Sénégal) par rapport au Guide ISO 65 et instauration de systèmes de management de la qualité
- Plan de certification pilote en cours d'élaboration au Sierra Leone pour 10 produits prioritaires

“La Qualité, maître mot du Programme”



PQAQO

Programme Qualité de l'Afrique de l'Ouest

Renforcement
de l'intégration
économique
régionale et
internationale
ainsi que du
commerce par :

+
la conformité aux
règles du commerce
international et aux
réglementations
techniques

+
la compétitivité
des entreprises
de la région

Zoom sur le CIRDES :

Une institution régionale vouée au développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest

Le CIRDES (Centre International de Recherche-développement sur l'Élevage en zone Subhumide) dont le siège est situé à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso, est un centre de recherche régional sur le bétail. La mission première du centre est l'amélioration des ressources fournies par le bétail, éléments essentiels du commerce de la sous-région d'Afrique de l'Ouest.

L'Union européenne, consciente du rôle stratégique que le CIRDES joue dans le développement durable de la qualité parmi les instituts de recherche animalière des Etats membres, a financé la modernisation du centre et sa mise en conformité aux meilleures pratiques internationales.

L'un des résultats principaux en est l'accréditation d'un des laboratoires du Centre à la norme ISO/IEC 17025 dans le domaine très spécialisé de la génétique animale. D'autres résultats comprennent la formation du personnel aux méthodologies et outils de qualité, une évaluation à blanc du centre par rapport à la norme ISO/CEI 9001, l'achat d'équipement informatique et technique, la publication d'information technique sur des sujets de recherche spécifiques, le financement de deux doctorants (bourse et matériel de recherche) et la réhabilitation de la salle de formation.



"Cette publication a été produite grâce au soutien de l'Union européenne. Le contenu est la seule responsabilité de l'ONUDI et n'implique aucune prise de position de l'Union européenne."



Le projet « Appui à la compétitivité et à l'harmonisation des mesures OTC et SPS » a été financé par l'Union européenne.

